

DIALOGUE AVEC LES GROUPES ARMÉS RECOMMANDÉ PAR LE DIM

## Un pari risqué mais nécessaire pour la paix

PAR

Massiré  
DIOP

L'une des recommandations phares du récent dialogue inter-Maliens est d'engager des discussions avec les groupes armés. Une proposition cruciale pour la stabilité et la paix au Mali. Le contexte est marqué par la présence de deux catégories principales de groupes armés : les rebelles regroupés autour du Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA) et les mouvements prônant le "jihad" tels que le GSIM et Daesh. Bien que ce dialogue soit un pari risqué, il reste une voie indispensable à explorer pour espérer une paix durable.



Les rebelles du CSP et le ministre Wagué à l'extrême droite lors de la signature d'un accord à Rome

Les opérations militaires, menées par les autorités maliennes, ont permis de reprendre le contrôle de certaines zones, notamment Kidal. Cependant, il est essentiel de reconnaître que la solution militaire a ses limites. Les opérations militaires peuvent contenir temporairement les groupes armés, mais elles ne traitent pas les causes profondes du conflit. Pour une paix durable, un processus politique inclusif est nécessaire, qui s'attaque aux revendications légitimes des rebelles et offre des alternatives aux combattants jihadistes.

#### Dialogue avec le CSP-DPA

Les rebelles du CSP-DPA ont renouvelé leur demande d'indépendance, exacerbée par les offensives des autorités de transition, particulièrement avec la reconquête de Kidal en novembre 2023. Cet événement a gravement affecté la confiance entre les rebelles et les autorités de la transition. Avec l'annonce de la fin de l'Accord d'Alger par les autorités en janvier 2024, il est impératif de définir une nouvelle base de discussion. Cela pourrait inclure la réévaluation de l'autonomie régionale, la répartition équitable des ressources et des garanties de participation politique pour les rebelles. De plus, trouver un terrain d'entente sur la réintégration des combattants rebelles dans la société et les forces armées pourrait également être crucial.

La confiance étant brisée, il serait nécessaire de faire appel à des intermédiaires neutres notamment des organisations internationales comme Ara Pacis, Promédiation, Sant'Egidio, ou des pays tiers, pour faciliter les négociations et garantir leur impartialité. Bien que la médiation internationale conduite par l'Algérie lors du dernier Accord ait connu des insuffisances, il est essentiel de tirer des leçons de celles-ci pour éviter qu'elles ne se répètent. Une médiation efficace doit être capable de dire la vérité et de situer clairement les responsabilités. Aussi, offrir des garanties de sécurité aux leaders rebelles pendant les négociations pourrait aider à restaurer la confiance.

#### Dialoguer avec les groupes jihadistes

Les groupes jihadistes posent un défi distinct avec leur exigence pour l'application de la charia, qui entre en conflit avec le caractère laïc de l'État malien. La principale revendication des jihadistes concernant l'application de la charia est incompatible avec la Constitution malienne. Négocier cette demande nécessiterait une approche très délicate. Des compromis tels que ceux observés au Nigeria avec Boko

Haram ont montré des résultats mitigés, avec des zones appliquant la charia tout en continuant de subir des attaques terroristes. Cela montre que de telles concessions ne garantissent pas la paix. Une possibilité pourrait être d'explorer des zones spécifiques où des pratiques locales pourraient être adaptées sans remettre en cause la laïcité de l'ensemble du pays. Cependant, cela risque de créer des précédents dangereux. Sans compter que le fait d'offrir des alternatives socio-économiques pour réduire l'attrait des groupes jihadistes peut être une stratégie complémentaire.

#### Des exemples de dialogue à explorer

Les autorités maliennes peuvent s'inspirer des exemples de dialogue ayant eu un certain succès dans d'autres pays. La Mauritanie a réussi à marginaliser les groupes jihadistes grâce à une combinaison de dialogue et de fermeté, associée à des réformes socio-économiques. L'approche de réconciliation nationale en Algérie, après des années de conflit civil, offre un modèle où l'amnistie et l'intégration socio-politique ont été utilisées pour désamorcer la violence. Chaque modèle présente des enseignements, mais une simple transposition n'est pas possible sans adaptation au contexte malien.

Les autorités pourraient aussi faire recours à des personnalités influentes comme l'Imam Dicko qui avait déjà conduit une telle mission par le passé. Pour ce faire, il faudra aux autorités faire la paix avec lui en le replaçant dans le jeu.

#### Ressources et capacités de l'État malien

Le Mali devra probablement s'appuyer sur le soutien de partenaires internationaux et régionaux pour mener ces dialogues, que ce soit en ter-

mes de médiation, de financement ou de mise en œuvre d'éventuels accords. Renforcer les institutions maliennes pour gérer les processus de dialogue et d'implémentation des accords est crucial pour la durabilité des solutions négociées. On se souvient que l'un des grands problèmes de l'Accord issu du processus d'Alger a connu, c'est le fait de n'avoir pas été soumis à un débat à l'Assemblée. Ce qui avait donné l'impression à certains qu'il était une camisole de force, suscitant ainsi un rejet au sein d'une certaine opinion.

#### Risques et conséquences d'un échec

L'échec du dialogue pourrait entraîner une intensification des conflits, renforçant les groupes armés et augmentant l'instabilité. Les autres membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), créée en septembre 2023 pour lutter contre le terrorisme, pourraient voir d'un mauvais œil tout compromis perçu comme une faiblesse, compliquant davantage la coopération régionale. Raison pour laquelle des discussions devraient être menées à ce niveau. En tout état de cause, un échec prolongé pourrait aggraver la crise humanitaire, avec des implications sévères pour la population civile.

Le succès de ce processus dépendra de la capacité à restaurer la confiance, à définir des bases claires de négociation et à garantir une mise en œuvre rigoureuse des accords. Les risques d'échec sont élevés, mais le potentiel de paix et de stabilité à long terme en vaut la peine. Les insuffisances des médiations passées, comme celle conduite par l'Algérie, doivent servir de leçon pour garantir une médiation qui sache dire la vérité et situer clairement les responsabilités.



\*ENGLISH TRANSLATION

## **DIALOGUE WITH ARMED GROUPS RECOMMENDED BY THE INTER-MALIAN DIALOGUE (DIM)**

### **A Risky but Necessary Gamble for Peace**

**By Massiré DIOP**

One of the key recommendations from the recent inter-Malian dialogue is to engage in discussions with armed groups. This proposal is crucial for stability and peace in Mali. The context is marked by the presence of two main categories of armed groups: the rebels grouped around the Strategic Framework for the Defense of the People of Azawad (in French Cadre Stratégique Permanent pour la Défense du Peuple de l'Azawad, CSP-DPA) and the movements advocating "jihad" such as GSIM and Daesh. Although this dialogue is a risky gamble, it remains an indispensable path to explore in hopes of achieving lasting peace.



CSP rebels and Minister Wagué on the far right at the signing of an agreement in Rome

### **Military Operations and Their Limitations**

Military operations conducted by Malian authorities have allowed the recapture of certain areas, notably Kidal. However, it is essential to recognize that the military solution has its limits. Military operations can temporarily contain armed groups but do not address the root causes of the conflict. For lasting peace, an inclusive political process is necessary, tackling the legitimate claims of the rebels and offering alternatives to jihadist fighters.

### **Dialogue with the CSP-DPA**

The CSP-DPA rebels have renewed their demand for independence, exacerbated by the offensives of the transitional authorities, particularly with the recapture of Kidal in November 2023. This event has severely damaged the trust between the rebels and the transitional authorities. With the authorities' announcement of the end of the Algiers Agreement in January 2024, it is imperative to define a new basis for discussion. This could include reevaluating regional autonomy,

equitable resource distribution, and guarantees of political participation for the rebels. Additionally, finding common ground on the reintegration of rebel fighters into society and the armed forces could also be crucial.

Given the broken trust, it would be necessary to call upon neutral intermediaries, such as international organizations like Ara Pacis, Promediation, Sant'Egidio, or third-party countries, to facilitate the negotiations and ensure their impartiality. Although the international mediation led by Algeria during the last Agreement had shortcomings, it is essential to learn from these to avoid repeating them. Effective mediation must be able to speak the truth and clearly establish responsibilities. Also, offering security guarantees to rebel leaders during negotiations could help restore trust.

### **Dialogue with Jihadist Groups**

Jihadist groups pose a distinct challenge with their demand for the application of Sharia, which conflicts with the secular nature of the Malian state. The main demand of the jihadists regarding the application of Sharia is incompatible with the Malian Constitution. Negotiating this demand would require a very delicate approach. Compromises such as those observed in Nigeria with Boko Haram have shown mixed results, with areas applying Sharia still experiencing terrorist attacks. This shows that such concessions do not guarantee peace. One possibility could be to explore specific areas where local practices could be adapted without undermining the secularism of the entire country. However, this risks creating dangerous precedents. Moreover, offering socio-economic alternatives to reduce the appeal of jihadist groups can be a complementary strategy.

### **Examples of Dialogue to Explore**

Malian authorities can draw inspiration from examples of dialogue that have had some success in other countries. Mauritania managed to marginalize jihadist groups through a combination of dialogue and firmness, coupled with socio-economic reforms. The approach of national reconciliation in Algeria, after years of civil conflict, offers a model where amnesty and socio-political integration were used to defuse violence. Each model provides lessons, but a simple transposition is not possible without adaptation to the Malian context.

Authorities could also turn to influential personalities like Imam Dicko, who had previously led such a mission. To do this, the authorities would need to make peace with him by reintegrating him into the process.

### **Resources and Capabilities of the Malian State**

Mali will likely need to rely on the support of international and regional partners to conduct these dialogues, whether in terms of mediation, funding, or implementation of potential agreements. Strengthening Malian institutions to manage the dialogue processes and implement agreements is crucial for the sustainability of negotiated solutions. It is remembered that one of the major problems with the Agreement resulting from the Algiers process was that it was not subjected to debate in the Assembly, giving some the impression that it was a straitjacket, thus causing rejection among certain opinions.

### **Risks and Consequences of Failure**

Failure of the dialogue could lead to an intensification of conflicts, strengthening armed groups and increasing instability. Other members of the Sahel States Alliance (AES), created in September 2023 to combat terrorism, might view any compromise perceived as weakness unfavorably, complicating further regional cooperation. Therefore, discussions should be conducted at this level. In any case, prolonged failure could worsen the humanitarian crisis, with severe implications for the civilian population.

The success of this process will depend on the ability to restore trust, define clear negotiation bases, and ensure rigorous implementation of agreements. The risks of failure are high, but the potential for long-term peace and stability makes it worthwhile. The shortcomings of past mediations, such as the one conducted by Algeria, must serve as lessons to ensure mediation that can speak the truth and clearly establish responsibilities.

\*TRADUZIONE IN ITALIANO

## DIALOGO CON I GRUPPI ARMATI RACCOMANDATO DAL DIALOGO INTER-MALIANO (DIM)

### Una Scommessa Rischiosa ma Necessaria per la Pace

#### Di Massiré DIOP

Una delle raccomandazioni chiave del recente dialogo inter-maliano è quella di avviare un confronto con i gruppi armati. Una proposta cruciale per la stabilità e la pace in Mali. Il contesto è segnato dalla presenza di due principali categorie di gruppi armati: i ribelli raggruppati attorno al Quadro Strategico per la Difesa del Popolo dell'Azawad (in francese Cadre Stratégique Permanent pour la Défense du Peuple de l'Azawad, CSP-DPA) i movimenti che sostengono il "jihad" come GSIM e Daesh. Sebbene questo dialogo sia una scommessa rischiosa, rimane un percorso indispensabile da esplorare nella speranza di raggiungere una pace duratura.



Ribelli del CSP e il Ministro Wagué all'estrema destra alla firma di un accordo a Roma

#### Operazioni Militari e Le Loro Limitazioni

Le operazioni militari condotte dalle autorità maliane hanno permesso la riconquista di alcune aree, in particolare Kidal. Tuttavia, è essenziale riconoscere che la soluzione militare ha i suoi limiti. Le operazioni militari possono contenere temporaneamente i gruppi armati ma non affrontano le cause profonde del conflitto. Per una pace duratura, è necessario un processo politico inclusivo, che affronti le legittime rivendicazioni dei ribelli e offra alternative ai combattenti jihadisti.

#### Dialogo con il CSP-DPA

I ribelli del CSP-DPA hanno rinnovato la loro richiesta di indipendenza, esacerbata dalle offensive delle autorità transitorie, in particolare con la riconquista di Kidal nel novembre 2023. Questo evento ha gravemente danneggiato la fiducia tra i ribelli e le autorità transitorie. Con l'annuncio delle autorità della fine dell'Accordo di Algeri nel gennaio 2024, è imperativo definire una nuova base per la discussione. Questo potrebbe includere la rivalutazione dell'autonomia regionale, una distribuzione equa delle risorse e garanzie di partecipazione politica per i ribelli. Inoltre,

trovare un terreno comune sulla reintegrazione dei combattenti ribelli nella società e nelle forze armate potrebbe essere cruciale.

Data la fiducia spezzata, sarebbe necessario chiamare intermediari neutrali, come organizzazioni internazionali come Ara Pacis, Promediation, Sant'Egidio o paesi terzi, per facilitare le negoziazioni e garantire la loro imparzialità. Sebbene la mediazione internazionale guidata dall'Algeria durante l'ultimo Accordo abbia avuto delle carenze, è essenziale imparare da queste per evitare di ripeterle. Una mediazione efficace deve essere in grado di dire la verità e stabilire chiaramente le responsabilità. Inoltre, offrire garanzie di sicurezza ai leader ribelli durante le negoziazioni potrebbe aiutare a ristabilire la fiducia.

### **Dialogo con i Gruppi Jihadisti**

I gruppi jihadisti pongono una sfida distinta con la loro richiesta di applicazione della Sharia, che confligge con la natura laica dello stato maliano. La principale richiesta dei jihadisti riguardante l'applicazione della Sharia è incompatibile con la Costituzione maliana. Negoziare questa richiesta richiederebbe un approccio molto delicato. I compromessi come quelli osservati in Nigeria con Boko Haram hanno mostrato risultati contrastanti, con aree che applicano la Sharia ancora soggette ad attacchi terroristici. Questo mostra che tali concessioni non garantiscono la pace. Una possibilità potrebbe essere esplorare aree specifiche in cui le pratiche locali potrebbero essere adattate senza compromettere la laicità dell'intero paese. Tuttavia, questo rischia di creare precedenti pericolosi. Inoltre, offrire alternative socio-economiche per ridurre l'attrattiva dei gruppi jihadisti può essere una strategia complementare.

### **Esempi di Dialogo da Esplorare**

Le autorità maliane possono trarre ispirazione da esempi di dialogo che hanno avuto un certo successo in altri paesi. La Mauritania è riuscita a marginalizzare i gruppi jihadisti attraverso una combinazione di dialogo e fermezza, unita a riforme socio-economiche. L'approccio della riconciliazione nazionale in Algeria, dopo anni di conflitto civile, offre un modello in cui l'amnistia e l'integrazione socio-politica sono state utilizzate per disinnescare la violenza. Ogni modello fornisce lezioni, ma una semplice trasposizione non è possibile senza adattamento al contesto maliano.

Le autorità potrebbero anche rivolgersi a personalità influenti come l'Imam Dicko, che aveva precedentemente guidato una simile missione. Per farlo, le autorità dovrebbero riconciliarsi con lui reintegrandolo nel processo.

### **Risorse e Capacità dello Stato Maliano**

Il Mali dovrà probabilmente fare affidamento sul sostegno di partner internazionali e regionali per condurre questi dialoghi, sia in termini di mediazione, che di finanziamento o di attuazione di potenziali accordi. Il rafforzamento delle istituzioni maliane per gestire i processi di dialogo e implementare gli accordi è fondamentale per la sostenibilità delle soluzioni negoziate. Si ricorda che uno dei problemi principali dell'Accordo scaturito dal processo di Algeri è stato quello di non essere stato sottoposto a dibattito in Assemblea, dando ad alcuni l'impressione che si trattasse di una camicia di forza, causando così il rifiuto di alcune opinioni.

### **Rischi e conseguenze di un fallimento**

Il fallimento del dialogo potrebbe portare a un'intensificazione dei conflitti, rafforzando i gruppi armati e aumentando l'instabilità. Gli altri membri dell'Alleanza degli Stati del Sahel (AES), creata nel settembre 2023 per combattere il terrorismo, potrebbero vedere con sfavore qualsiasi compromesso percepito come debolezza, complicando l'ulteriore cooperazione regionale. Pertanto, le discussioni dovrebbero essere condotte a questo livello. In ogni caso, un fallimento prolungato potrebbe aggravare la crisi umanitaria, con gravi implicazioni per la popolazione civile.

Il successo di questo processo dipenderà dalla capacità di ripristinare la fiducia, di definire basi negoziali chiare e di garantire una rigorosa attuazione degli accordi. I rischi di fallimento sono elevati, ma il potenziale di pace e stabilità a lungo termine ne vale la pena. Le carenze delle mediazioni passate, come quella condotta dall'Algeria, devono servire da lezione per garantire una mediazione in grado di dire la verità e di stabilire chiaramente le responsabilità.